



Assemblée générale

Distr.
GENERALE

A/45/692
30 octobre 1990
FRANCAIS
ORIGINAL : ARABE

Quarante-cinquième session
Point 12 de l'ordre du jour

RAPPORT DU CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL

Lettre datée du 26 octobre 1990, adressée au Secrétaire général
par le Représentant permanent du Koweït auprès de l'Organisation
des Nations Unies*

D'ordre de mon gouvernement, je souhaite vous communiquer les dernières informations confirmées en provenance du Koweït concernant les pratiques inhumaines auxquelles se livrent les forces d'occupation irakiennes et qui apparaissent comme des violations caractérisées des droits les plus fondamentaux de l'homme et de la Convention de Genève relative à la protection des personnes civiles en temps de guerre.

- Le 9 septembre, deux Irakiens, un capitaine et un soldat, ont été admis presque mourants à l'hôpital d'Al Addan, conjointement avec deux autres blessés, un officier et un soldat, également irakiens.
- Sous prétexte que le personnel avait manqué d'empressement à s'occuper des blessés irakiens, plusieurs membres du personnel hospitalier ont été arrêtés, torturés puis exécutés. Il s'agit des personnes suivantes : Adel Al-Dashti, Ahmed Hamza, Mohammed Ali et deux autres personnes identifiées comme étant Issa et Abdulhadi.
- Les forces d'occupation ont roué de coups et torturé un patient koweïtien du nom de Raja Al Anezi.
- Les forces d'occupation irakiennes ont confisqué le matériel de la salle d'opération, y compris le rayon laser et tout le contenu du dispensaire médical, ainsi que les médicaments, les appareils photographiques pour l'établissement des cartes d'identité, les photocopieurs et les ambulances.

* Lettre précédemment distribuée sous la cote S/21777 et maintenant publiée comme document de l'Assemblée générale à la demande de la Mission du Koweït.

- L'alimentation en eau de l'hôpital d'Al Addan a été coupée.
- Les conducteurs d'ambulance ont été arrêtés.
- Dans une autre partie du Koweït, M. Bader Rajab, directeur du supermarché Al-Sabahiya, a été exécuté pour avoir refusé de se soumettre aux ordres des forces d'occupation qui exigeaient la remise de produits alimentaires.

Je vous serais obligé de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre comme document de l'Assemblée générale au titre du point 12 de l'ordre du jour.

L'Ambassadeur,

Représentant permanent

(Signé) Mohammad A. ABULHASAN
